

ÉDUCATION, CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

CLAUDIO RUFF ESCOBAR, MARCELO RUIZ TOLEDO

Universidad Bernardo O'Higgins, Santiago de Chile

Auteur correspondant : Claudio Ruff Escobar, cruff@ubo.cl

**IMPACT SOCIAL D'UNE POLITIQUE DE
FINANCEMENT MIXTE SUR L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR : LE CAS DU CHILI**

Résumé : L'éducation est une manière de lutter contre l'inégalité sociale qui frappe de nombreux pays, car elle apporte une alternative favorisant le progrès et le développement social. Au Chili, l'intérêt porté à l'élargissement des indices de couverture concernant l'enseignement supérieur a suscité, à partir des années 70, une série de réformes structurelles permettant, entre autres choses, la convergence d'un système de financement basé sur la gratuité vers un autre de caractère mixte reposant sur des apports de l'Etat et des apports privés, en plus de l'accès à des crédits et des bourses. Ceci a permis, finalement, qu'un plus grand nombre d'étudiants économiquement défavorisés puissent avoir accès à l'enseignement supérieur. Dans ce contexte, ce travail décrit et analyse de manière longitudinale la situation chilienne entre 1990 et 2015. Il applique également le « coefficient d'inégalité de Gini » à des variables éducatives de couverture et financement. Des comparaisons analogues sont établies à partir d'indices d'éducation et d'équité entre les paramètres obtenus sur les bases de référence de l'enquête CASEN¹ et ceux provenant d'études nationales et internationales. L'étude démontre que le système actuel de financement a influencé directement et de façon positive la mobilité sociale de l'enseignement, surtout pour les deux premiers quintiles de ressources.

Mots-clés : éducation supérieure, inégalité, financement mixte et mobilité sociale.

JEL Classification : A13, 122.

¹ Enquête de Caractérisation Socio-économique Nationale du Chili (CASEN), créée en 1985. Cette enquête réalisée par le Ministère de Développement Social permet de disposer d'information pour évaluer périodiquement la situation des foyers et de la population, en particulier les groupes les plus pauvres et ceux définis comme prioritaires par la politique sociale, sur le plan de la démographie, l'éducation, la santé, le logement, le travail et les revenus.

SOCIAL IMPACT OF MIXED FINANCING IN HIGHER EDUCATION. THE CHILEAN CASE

Abstract : Education is a way to fight the social inequality experienced in numerous countries, as it offers an alternative which benefits progress and social development. In Chile, the preoccupation for developing tertiary education coverage since the 70s included structural reforms such as convergence from a financing system based on gratuity to a mixed one supported by the state and private systems, as well as access to loans and scholarships. That allowed a greater number of economically disfavored students to have access to higher education. This study describes and analyzes longitudinally the Chilean situation, particularly from 1990 to 2015. It also applies “Gini inequality coefficient” to education coverage and financing variables, and establishes analogical comparisons of education and equity rates with parameters from CASEN survey references against national and international studies. The research shows that the current financing system had a direct and positive influence on the country social mobility, especially regarding the two first income quintiles.

Keywords : higher education, inequality, mixed financing and social mobility.

Introduction

Des facteurs précis, tels que la faible croissance mondiale depuis la crise financière de 2008, les effets sectoriels de la globalisation et les impacts du changement technologique, ont donné naissance à un discours bien plus nationaliste et protectionniste dans les principaux pays du premier monde. Il est vrai que la globalisation en général a eu des effets positifs, en aidant à réduire la pauvreté et à améliorer la distribution des revenus, et des impacts sectoriels importants, mais de façon asymétrique.

La croissance du patrimoine à des taux bien supérieurs à ceux des salaires et/ou revenus, associée à une hausse de l'inégalité, indique une situation de divergence qui, à long terme, met en danger la mondialisation, surtout en raison de la contradiction fondamentale entre la croissance économique et le rendement du capital (Piketty, 2013) qui se manifeste dans les principales économies du monde. Pour lutter contre ce phénomène, les pays immergés dans la globalisation doivent renforcer certains éléments aidant, entre autres choses, à stimuler la réinsertion professionnelle des segments affectés, renforcer l'éducation des travailleurs, et mettre l'accent sur l'enseignement supérieur en tant qu'élément fondamental pour la réduction de la pauvreté et le développement durable, et ce, indépendamment du niveau des ressources nationales, ce qu'on peut observer dans les données de la Banque Mondiale depuis 1963 jusqu'à nos jours.

Les progrès de l'accès à l'enseignement supérieur et de son extension représentent un défi pour les pays en développement et ceux définis comme « à revenus moyens » (Middle Income), car c'est là que se trouve l'accès au développement (World Bank, 1994). C'est ce qu'on a pu observer au Chili, lorsqu'à la fin du XXe siècle (années

80), sous l'influence du modèle de libéralisation économique du pays, le taux de couverture de l'enseignement supérieur a sensiblement augmenté, laissant en arrière un modèle centré sur la formation d'élites, et passant rapidement, d'abord à une « massification », puis, au début du XXI^e siècle, à un état connu comme « universalisation » de l'enseignement supérieur, atteignant des niveaux de couverture supérieurs à 50% (Brunner, 2015).

Pour financer cette croissance, le pays a mis en œuvre un système de financement basé sur des bourses et des crédits mixtes (publics-privés), permettant une grande mobilité sociale des étudiants appartenant aux quintiles I et II, qui traditionnellement comprennent des taux inférieurs à 10%, et qui grâce à cette mesure sont passés rapidement à des niveaux de 34% et 38% respectivement (Ministerio de Desarrollo de Chile, 2013).

Finally, cette étude vise à illustrer comment cette forme de financement de l'enseignement supérieur, à l'origine d'une forte mobilité sociale, a aidé à réduire l'inégalité, comme indiqué par l'indice de GINI en général, et par des indicateurs mesurant la pauvreté multifactorielle et monétaire, qui au Chili a considérablement diminué.

1. L'inégalité sociale

Les progrès du développement social de l'être humain se décèlent au travers de l'expansion de l'information, de la montée des technologies innovantes et de l'apparition de nouveaux produits et marchés. Ce nouveau modèle a créé une immense trame de relations internationales dépassant la politique et la culture d'une nation déterminée pour confiner à un dynamisme mondial.

Cependant, la croissance globale ne garantit pas le progrès économique et social en termes d'égalité et d'équité, elle met plutôt en évidence les abîmes séparant le niveau de qualité de vie des personnes. Ainsi :

La relation entre globalisation et pauvreté, prise comme point de départ de l'analyse de la problématique socio-économique à échelle mondiale, nous permet de mieux comprendre les grandes contradictions de l'étape actuelle du modèle de développement économique et social, qui repose sur le marché comme seul régulateur des rapports de production.

L'une de ces contradictions est que malgré les progrès impressionnants dans les secteurs scientifique et technologique, ses bénéfices ne touchent qu'une petite partie de la population résidant dans les pays les plus développés, alors qu'au moins le quart de l'humanité se trouve dans des conditions de pauvreté et de misère. (Romero, 2014, p. 5)

Selon les exposés du Forum Économique Mondial à Genève en janvier 2017, la diminution de l'exclusion et de l'inégalité sociale sont les principaux défis pour cette année au niveau global. Ce problème se note dans la répartition inégale des richesses qui s'explique, comme nous l'avons dit, par la réduction de la contribution des revenus provenant du travail et l'augmentation de ceux dérivés du capital (Piketty, 2013).

D'après les rapports de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), au Chili, les indices de pauvreté ont diminué pendant les deux dernières décennies, mais cette même organisation place le pays parmi ceux présentant le plus haut niveau d'inégalité sociale, au point que les 10% de personnes les plus riches gagnent 26 fois plus que les 10% de plus pauvres.

Considérant ces antécédents, il faut souligner que l'inégalité sociale constitue un thème multifactoriel affectant non seulement l'économie d'un pays mais aussi d'autres aspects du développement social, tels que l'accès à l'information, les ressources et les espaces de participation pour la prise de décisions, les droits juridiques, l'égalité des genres et, fondamentalement, le droit à l'éducation :

L'inégalité sociale a un impact sur l'éducation, en même temps qu'elle agit sur elle. D'un côté elle crée des avantages et désavantages dès le berceau pour les nouvelles générations, et de l'autre le système d'éducation reproduit ou mitige et compense les inégalités d'origine socio-économique et de capital culturel. (Brunner, 2009, p. 1)

Il est donc fondamental de considérer le rôle de l'éducation comme forme de mobilité sociale, car à travers elle se construisent les bases permettant le développement (World Bank, 1994), vu qu'elle vise tant à l'édification et la formation des individus qu'au progrès de la société. Ainsi, l'un des éléments essentiels à considérer, pour évaluer la croissance d'une société, est le niveau d'éducation de ses membres, et par conséquent l'éducation et le développement sont inséparables en matière de progrès social.

L'éducation constitue aussi l'un des investissements de développement les plus profitables et de plus grande portée. L'éducation offre l'opportunité d'acquérir des aptitudes et connaissances essentielles pour le travail et la vie en général. Elle aide aussi à sauver les personnes de la pauvreté, en même temps qu'elle leur apporte force et soutien afin qu'elles puissent jouir d'une meilleure santé. (Unicef, 2015, p. 3)

2. Systèmes de financement dans l'enseignement supérieur chilien

Le thème du financement des études supérieures suscite des positions diverses. Au Chili, depuis les revendications exprimées dans les manifestations étudiantes de 2006 et 2011 jusqu'à l'époque actuelle, où les discussions ont progressé sur le thème de la gratuité, on peut noter quelques avancées. À titre d'exemple, 50% des étudiants

universitaires depuis 2016, et la totalité de ceux appartenant aux cinq déciles de plus faible revenu, réalisant leurs études dans des institutions à but non lucratif, ont pu couvrir leurs frais en accédant à un régime de « gratuité » financé par l'Etat.

Bien qu'il s'agisse d'un sujet complexe, on peut distinguer trois types de « gratuité », qui sont : la gratuité universelle ou totale, qui existe seulement dans trois pays, le Danemark, la Suède et la Finlande; la gratuité réservée aux universités publiques, en Allemagne, Slovénie, Grèce, Luxembourg, Norvège, Pologne, République Tchèque, République de Slovaquie, Autriche, Estonie, Islande, Mexique, Argentine et Venezuela; et la gratuité limitée ou nulle, en Australie, Espagne, France, Hollande, Hongrie, Irlande, Italie, Nouvelle Zélande, Suisse, Turquie, Belgique, Canada, Chili, Corée, États-Unis, Israël, Japon, Portugal et Royaume Uni (Westhoff, 2017).

D'autre part, si l'on considère le contexte dans lequel se trouvent les pays bénéficiant de gratuité totale, on remarque des différences. Par exemple, 85% des universités sont publiques, et les étudiants sont soumis à des conditions quant à la durée des études. Au Chili en revanche, ainsi qu'aux États-Unis et en Australie, la majorité des inscrits se concentrent dans les universités privées.

Pendant les dernières décennies, des systèmes d'allocations étudiantes (Demande) et institutionnelles (Offre) sont apparus dans le financement de l'enseignement supérieur au Chili, sous forme de crédits ou de bourses, impliquant directement ou indirectement les dépenses de l'Etat.

La figure 1 illustre la croissance exponentielle depuis 2009 dans le financement à la demande (étudiants) mais, à l'inverse, une croissance seulement linéaire positive

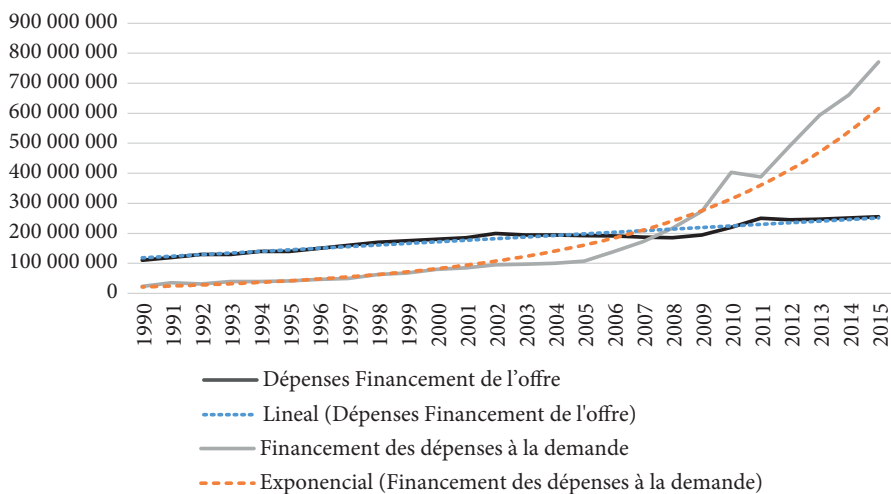


Figure 1: Ressources apportées en instruments de financement à l'offre et à la demande (M \$)

Source : Base de données établie à partir des chiffres de la Direction du Budget (Proyección del Gasto Fiscal..., 2015)

dans le financement à l'offre (institutions). La croissance exponentielle dans le premier type de financement constitue l'un des principaux facteurs d'augmentation de la couverture de l'enseignement supérieur au Chili, avec un impact particulier sur les quintiles de plus faibles revenus de la population.

3. Autres considérations

Ces dernières années, la gratuité s'est placée au cœur des débats nationaux sur l'enseignement supérieur au Chili, au détriment d'autres aspects importants étrangers ou complémentaires, tels que la recherche, l'interaction avec l'environnement, et l'internationalisation. Le système de gratuité a commencé par apporter des revenus destinés à l'enseignement bien inférieurs aux besoins réels, en raison des frais d'inscription établis pour les différents programmes. Ceci peut éventuellement porter préjudice à tout le système universitaire en raison de l'absence de vision globale et analytique des systèmes de financements actuels. Un rapide coup d'œil international permet de voir que la majorité des systèmes de financement sont mixtes, bien que l'on trouve quelques régimes dans lesquels le financement de l'Etat est total (Allemagne et Norvège).

Il est facile de croire qu'un droit exigible s'obtient à travers la gratuité, mais ceci n'est pas toujours vrai dans un monde de faibles ressources, où des secteurs tels que la santé, le logement ou la sécurité sociale peuvent être fortement affectés. Le tableau 1 indique que les expériences d'un financement mixte, comme au Chili, ne sont pas incompatibles avec les inscriptions dans l'enseignement supérieur, surtout pour les premiers quintiles.

D'autre part, il est intéressant de comparer avec l'Uruguay et l'Argentine, qui ont un financement gratuit bien qu'avec des systèmes de sélection différents ; la

Tableau 1 : Couverture par quintiles dans l'enseignement supérieur en Amérique Latine 2015

Pays	Quintile 1	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Quintile 5	Total
Chili	27,4	31,6	35,8	43,1	62,7	38,4
Pérou	15,9	27,8	35,2	43,5	62,5	36,9
Argentine	19,1	24,3	29,6	35,7	54,1	29,8
Venezuela	16,9	18,6	21,6	33,4	52,8	29,1
Colombie	10,2	13,4	23,0	31,1	58,0	26,2
Mexique	17,8	15,0	14,5	26,7	44,7	23,8
Uruguay	3,9	11,3	18,7	31,3	54,7	20,9
Brésil	5,0	7,8	14,2	23,6	48,1	18,2

Source : (World Bank, 2015).

gratuité n'est pas, précisément, le moyen d'accès à une couverture égalitaire pour tous les quintiles de ressources. Le tableau montre même que la gratuité bénéficie aux revenus les plus élevés.

Un autre élément important (figure 2) concerne les bourses et crédits accordés par l'Etat par quintiles de ressources, et indique, en vert, que pour le premier

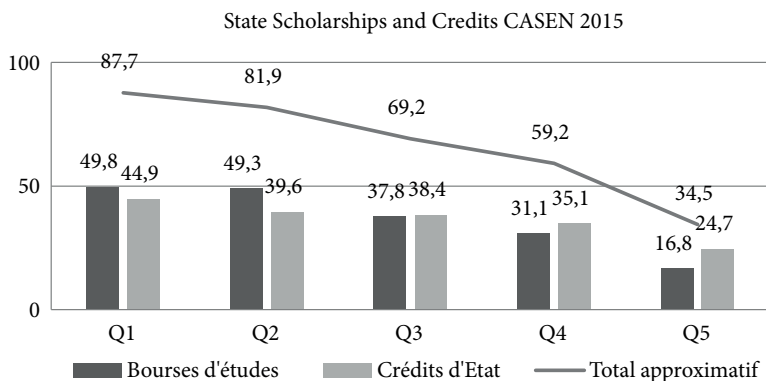


Figure 2 : Bourses et crédits financés par l'état, CASEN 2015

Source : Base de données établie à partir de l'enquête CASEN 2015

Tableau 2 : Dépense par étudiant de l'enseignement supérieur, proportionnellement au revenu par habitant

Pays	Enseignement supérieur %	Enseignement supérieur % (excluant I et D)	Différence %
Chili	37	36	1
Etats-Unis	53	48	5
Corée	31	25	6
Slovénie	39	31	8
Italie	29	19	10
Royaume Uni	42	31	11
France	41	28	13
Israël	39	25	14
Australie	39	24	15
Canada	52	37	15
Hollande	42	27	15
Norvège	39	23	16
Portugal	34	18	16
Allemagne	40	23	17
Suisse	45	21	24
OCDE	40	28	12

Source : (OECD, 2016).

d'entre eux, presque 90%² des étudiants couvrent le financement de leurs études grâce à des bourses et/ou des crédits, contre 82% pour le second. Le pourcentage restant n'est pas couvert principalement parce que les intéressés ne présentent pas les conditions exigées (nombre de points à la PSU et/ou moyennes des notes d'enseignement secondaire).

Un autre facteur à considérer est le faible investissement de l'Etat chilien dans la recherche et le développement, seulement 0,39% du PIB, contre 2,4% en moyenne pour les pays de l'OCDE (OECD, 2016) ; on peut supposer d'après le tableau 2 que la différence est couverte par les frais d'inscription.

4. Cadre methodologique – mesure de l'inégalité

L'indice d'inégalité est considéré à partir de la distribution d'une variable entre les individus d'une population donnée. La première mesure d'inégalité repose sur les mesures statistiques de dispersion, où la valeur de référence est la moyenne de la population pour la variable étudiée. Les mesures de dispersion sont peu utilisées, car le calcul est altéré lorsqu'elles sont multipliées par une constante, et par conséquent elles ne coïncident pas avec l'un des principes théoriques d'un bon indicateur d'inégalité, qui ne doit pas dépendre de l'échelle de mesure³. Pour cette raison, l'un des indicateurs les plus acceptés est celui élaboré à partir de la « Courbe de Lorenz », utilisant le revenu moyen de la population comme paramètre de comparaison.

La formule utilisée pour le calcul de l'indice de Gini (G) se note alors :

$$G = 1 + \frac{1}{N} - \frac{2}{\mu N^2} \sum_i Y_i (N + 1 - i), \quad (1)$$

où i spécifie les personnes ou groupes de personnes, N est le numéro de personnes ou strates de revenus, μ le revenu moyen et Y_i le revenu de la personne ou strate i . Pour les calculs en quintiles, $N = 5$ et $i = 1$ pour le quintile le plus pauvre.

Le coefficient de Gini abrégé pour les systèmes informatiques s'écrit ainsi :

$$G = 1 - \sum_{i=0}^{i=n-1} (X_{i+1} - X_i)(X_{i+1} + X_i), \quad (2)$$

où X est la proportion accumulée de la variable « population » et Y celle accumulée de la variable « revenu ».

² Le pourcentage de couverture est parfois inférieur ou supérieur à la Somme des bourses et crédits, vu que certains étudiants ont accès aux deux sources de financement.

³ La mesure d'inégalité proposée ne doit être modifiée par aucune transformation proportionnelle réalisée ; cela signifie que face à des variations d'échelles de mesure les résultats de l'indicateur doivent être identiques.

D'après cela, on appliquera la forme de calcul proposée par de coefficient de Gini à la couverture universitaire – couverture nette⁴, et les formes de financement universitaire à la demande, qui feront ressortir les indicateurs d'inégalité suivants :

- Gini Couverture Nette : coefficient calculé à partir de la couverture nette des études de troisième cycle par quintiles de revenus.
- Gini Financement : coefficient calculé à partir du financement des études de troisième cycle par quintiles de revenus.

4.1. Types et formes de recherche, collection des données et variables utilisées

L'étude analyse des données depuis 1990, ce qui en fait une recherche longitudinale basée sur des données empiriques venant de sources officielles du Chili et d'organismes internationaux déjà décrits dans les références théoriques. Elle décrit l'enseignement universitaire au Chili, à partir des variables de couverture et financement, divisées selon les quintiles de revenus. L'application du coefficient d'inégalité de Gini permettra d'obtenir une proportion qui sera exprimée comme pourcentage ou équivalent numérique de ce pourcentage, c'est-à-dire un numéro entre 0 et 100, où 0 représentera la situation d'égalité parfaite et 100 la situation d'inégalité parfaite.

Cette méthodologie sera appliquée aux variables de couverture et financement à la demande pour mesurer l'impact du financement dans la recherche d'égalité sociale, en partant du principe que l'éducation est l'un des facteurs clés de la mobilité sociale.

5. Analyse et résultats

Les progrès les plus importants de croissance de couverture depuis 2003 correspondent précisément au début de l'augmentation des apports de l'Etat dans le financement de la demande par des bourses et des crédits (comme indiqué dans la figure 3).

Il faut souligner que malgré ces progrès, les quintiles les plus vulnérables n'atteignent pas encore les niveaux de couverture des quintiles les plus riches, et doivent donc continuer à s'assurer des moyens d'accès, surtout la qualité de l'enseignement secondaire, porte d'accès à l'enseignement supérieur.

⁴ Proportion entre la quantité de jeunes de 18-24 ans inscrits en études supérieures contre la quantité de jeunes de 18-24 ans dans la population.

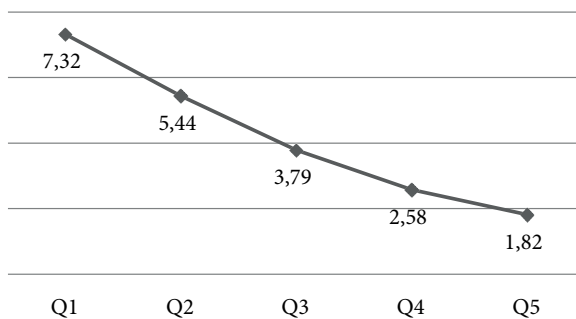


Figure 3 : Croissance de couverture nette par quintile de revenus en 1990-2015 (fois)

Source : Base de données établie à partir de l'enquête CASEN

Finalment, en appliquant la méthodologie de la courbe de Lorenz, standardisée par Gini à la couverture nette et au financement de l'Etat, il est possible d'apprécier les résultats apparaissant dans le tableau 3, de 1990 à 2015, où l'on observe clairement l'amélioration importante de la couverture et du financement pendant cette période.

Tableau 3 : Indicateurs de la Courbe de Lorenz selon les variables de l'étude

Année	Indicateurs calculés pour cette recherche		Indicateur estimé par la Banque Mondiale	Indicateur estimé par CASEN
	Gini couverture nette (A)	Gini financement (B)	Gini de l'enseignement OCDE (C)	Gini CASEN (D)
1973*	62,23	55,32		
1990	48,12	42,22	57,25	52,50
1992	46,55	41,98	54,81	52,20
1994	47,23	42,34	56,43	52,30
1996	45,65	40,12	54,87	52,30
1998	46,13	40,13	55,52	53,10
2000	46,45	39,21	55,59	54,20
2003	44,10	36,35	54,61	52,60
2006	44,02	34,35	51,79	50,20
2009	44,45	34,23	52,00	50,00
2011	43,82	32,41	50,84	49,10
2013	43,22	32,39	50,45	48,70
2015	43,12	31,96		48,88

* Données estimées d'après la thèse de doctorat : Valeurs et significations de l'éducation en général et de sa trajectoire. (Une perspective des femmes enseignantes représentant les expansions du système d'éducation supérieure de 1960 à 1973 et de 1999 à 2006, dans les années 2011 et 2012) (Sepúlveda, 2013).

Source : Base de données établie à partir de l'enquête CASEN (Cepal, 2012; OECD, 2016).

D'autre part, dans ce même tableau, colonnes C et D, on lit les indices Gini appliqués à la distribution de richesse au Chili, les chiffres de l'OCDE et l'enquête CASEN (Cepal, 2012) indiquant des résultats similaires. Ils montrent que la distribution a progressé pendant les dernières années, surtout depuis 2003, ce qui permet de déduire que les progrès de l'accès à l'éducation supérieure chilienne découlent de l'amélioration des politiques de financement, dans la mesure où leur impact a été centré sur les quintiles les plus défavorisés, groupes qui auparavant n'avaient pas la possibilité d'étudier et qui l'ont aujourd'hui.

Le tableau antérieur fournit les renseignements suivants :

- Le système de financement de l'enseignement supérieur au Chili constitue un facteur clé pour la mobilité sociale, argument confirmé par la baisse de tous les indicateurs Gini calculés depuis 2003, moment de l'amplification des systèmes et formes de financement.
- L'indice Gini de financement diminue de 5 points (en pourcentage), variation supérieure de l'indice Gini de l'OCDE et coïncidant avec les données de l'enquête CASEN, ce qui confirme l'efficacité du système de financement des études universitaires au Chili par la diminution de l'inégalité sociale.
- L'indice Gini de couverture nette s'est maintenu inférieur à 45 points, inférieur à l'indicateur Gini de la Banque Mondiale, et a même diminué légèrement chaque année. Considérant la forte couverture d'accès à l'enseignement supérieur des quintiles les plus riches de la population chilienne (plus de 60 %), nous pouvons conclure de nouveau que les formes de financement ont joué un rôle clé dans l'augmentation de la couverture des quintiles les plus vulnérables.
- L'effet du financement sur la couverture brute pourra s'observer dans les décennies postérieures, car pour les quintiles les plus bas de la population, le fait de ne pas accéder à l'enseignement supérieur entre 18 et 24 ans était lié aux couvertures de revenus très faibles dans les périodes antérieures, et donc il était imprudent dans ces circonstances d'appliquer la méthodologie de l'étude pour cet indicateur.
- La diminution jusqu'à 31,96 de l'indice Gini de financement est l'élément lié à la meilleure couverture (Gini Couverture 43,12) pour l'enseignement supérieur au Chili, et donc bénéficie aux quintiles I et II plus vulnérables. Le tableau 3 illustre cette corrélation des variations du financement de l'enseignement supérieur au Chili depuis l'année 1990 jusqu'à ce jour.

Conclusions

Cette étude démontre empiriquement que nous nous trouvons en présence d'un pays émergent, et nous permet d'évaluer un premier pas vers le succès des politiques publiques dans l'enseignement supérieur en suggérant la pertinence d'une politique

de financement à la demande. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'enseignement supérieur au Chili a été marqué par de nets changements, parmi lesquels l'augmentation du financement à la demande et l'augmentation de la couverture, ce qui a permis l'accès aux quintiles les plus vulnérables. Cette croissance s'explique, semble-t-il, par la combinaison d'instruments de financement, parmi lesquels se détachent les bourses et les crédits qui subventionnent surtout la demande.

Face à la discussion idéologique indiquant qu'il faut financer l'offre (les institutions) en priorité, les résultats au Chili, comparés aux autres pays d'Amérique latine, révèlent exactement le contraire. L'évidence prouve qu'en ce qui concerne la couverture et l'accès aux quintiles I et II, le Chili double le Venezuela et l'Argentine qui financent hégémoniquement l'offre par la voie de la gratuité. De même, les résultats de l'étude permettent de conclure que le thème du financement du système d'enseignement supérieur doit être abordé d'une manière holistique, critique et intégratrice de tous les composants, et que la gratuité universelle ne doit pas être un sujet prioritaire. Par contre, il est important de centrer les efforts sur le renforcement d'autres secteurs importants du contexte universitaire, comme la recherche, élément fondamental, non seulement pour le développement des universités, mais pour celui du pays et de la société en général.

Finalement, nous devons souligner que les Etats sont sans cesse soumis à de nouvelles pressions de la société civile en raison d'une demande croissante d'accès à l'enseignement supérieur face à des ressources fiscales comparativement faibles. Le problème qui en résulte est qu'il faut chercher les outils les plus efficaces pour diminuer les brèches d'inégalité, afin que les quintiles les plus défavorisés puissent améliorer leurs niveaux de couverture. En ce sens, cette étude met en lumière les antécédents importants et les résultats empiriques d'un pays émergents, qui peuvent être utiles aux gouvernements cherchant à améliorer leur politique publique de financement, face au dilemme de privilégier les prestations à la demande, à l'offre, ou de combiner les deux.

Il faudra aussi prendre en compte que tout ce qui vient d'être présenté est lié à un scénario incertain, créé par la dynamique de changement de la normative régissant l'enseignement supérieur, processus qui reste inachevé, sur lequel reposent des espérances et intérêts divers, et qui est entre les mains de ses acteurs.

Bibliographie

- Brunner, J. (2015). Medio Siglo de Transformaciones de la Educación Superior Chilena : Un estado del arte. Dans : A. Bernasconi (dir.), *La Educación Superior de Chile. Transformación, Desarrollo y Crisis*. Santiago : Ediciones UC.

- Brunner, J. (2009). *Educación Superior en Chile. Instituciones, mercados y políticas gubernamentales, 1967-2007*. Chili : Ediciones UDP.
- Cepal (2012) *La medición de los ingresos en la encuesta CASEN 2011-R2*. Santiago. Chili. Repéré à http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/layout/doc/CASEN/La_Medicion_de_los_Ingresos_CASEN_2011.pdf
- Ministerio de Desarrollo Social de Chile. (2013). *CASEN*. Santiago de Chile : Instituto Nacional de Estadísticas.
- OECD. (2016). *Education at a Glance 2016 : OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris. Repéré à <http://dx.doi.org/10.187/eag-2016-en>
- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI siècle*. Paris : Éditions du Seuil.
- Proyección del Gasto Fiscal en Educación Superior. 2015*. Direction du Budget, Gouvernement du Chili.
- Romero, A. (2014). *Globalización y pobreza*. Colombie : Editorial Universitaria.
- Sepúlveda, J. (2013). *Valores y sentidos de la educación en general y en su trayectoria*. Thèse de doctorat. Chili.
- Unicef. (2015). *El argumento en favor de la inversión en la Educación y la Equidad*. Repéré à [https://www.unicef.org/educador/La_educacion_y_la_equidad_2015\(1\).pdf](https://www.unicef.org/educador/La_educacion_y_la_equidad_2015(1).pdf)
- Westhoff, R. (2017). ¿Qué tan gratuitas son las universidades en los países de la OCDE? Repéré à <http://www.eldefinido.cl/actualidad/mundo/8069/A-ver-que-tan-gratuitas-son-las-universidades-en-los-paises-de-la-OCDE/>
- World Bank. (1994). *Higher Education : Lessons of Experience*. Washington DC : Banque Mondiale.
- World Bank. (2015). *Socio-Economic Database for Latin America and the Caribbean*. Repéré à <https://data.worldbank.org/data-catalog/sedlac>